

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 12/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EQIOM

Cimenterie de Héming
Route de Lorquin
57830 Héming

Références : IMLING_EQIOM_2026-01-12_RAPVI_MT_02326
Code AIOT : 0006203962

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement EQIOM implanté Le Barlot, la Forge 57400 Imling. L'inspection a été annoncée le 23/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une action régionale sur le contrôle de la traçabilité mise en place par les exploitants de carrière qui pratiquent le remblayage avec des déchets extérieurs, et sur le suivi de la qualité des eaux souterraines a été réalisée en Grand Est en 2025. L'arrêté préfectoral d'autorisation n°96-AG/2-580 du 28 octobre 1996 offre à la carrière d'Eqiom la possibilité d'accueillir pour le remblayage, des matériaux extérieurs à la carrière. L'objectif de la visite est de faire le point sur le remblayage et le suivi des eaux souterraines dans cette carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM
- Le Barlot, la Forge 57400 Imling
- Code AIOT : 0006203962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EQIOM exploite une carrière de calcaire sur les communes d'IMLING, LORQUIN, NEUFMOULINS et XOUAXANGE. Cette carrière a pour vocation principale d'alimenter en matières premières la cimenterie du même exploitant sise à HEMING à 1 km. Elle est exploitée depuis 1892, concomitamment à l'exploitation de la cimenterie. Elle est aujourd'hui autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°96-AG/2-580 du 28 octobre 1996 pour une durée de 30 ans pour l'extraction de 3 300 000 tonnes de matériaux par an, dont 1 100 000 t/an pour la cimenterie. La société Egiom a déposé auprès du préfet, une demande de prolongation et d'extension de l'exploitation de la carrière actuellement en cours d'instruction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 12 (partiel)	Sans objet
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite que la carrière d'Eqiom ne reçoit pas de déchets ou matériaux extérieurs pour le remblayage dans le cadre du réaménagement des zones d'extraction de calcaire, bien qu'elle y soit autorisée. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 octobre 1996 n'impose pas de surveillance des eaux souterraines. Cependant, l'exploitant réalise un suivi volontaire à travers deux piézomètres (PZ1 et PZ2) déjà installés en 2013, et qui sera renforcé dans le cadre de la demande d'autorisation d'extension de la carrière actuellement en cours d'instruction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 12 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de la carrière
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière n'est admis qu'en cas d'insuffisance des matériaux de découverte pour obtenir les conditions de réaménagement prévues aux articles 21 et 22. [...]
Constats : Le gisement exploité sur la carrière EQIOM se compose de 13 couches de matériaux calcaires aux

propriétés chimiques et physiques très différentes et superposées les unes sur les autres.

Parmi ces 13 couches de matériaux calcaires, seules les 7e, 9e, 10e, 12e couches (en partant de la surface du sol vers les sous-sol - cf. carte lithologique) respectivement appelées couches « D3 », « D1 », « D0 », « Bloc », sont utilisées pour la fabrication de ciment. Les 9 couches restantes sont impropres à la fabrication du ciment.

Pour accéder et extraire ces quatre couches, l'exploitant procède aux trois étapes principales suivantes :

- Le décapage, qui consiste au retrait des couches superficielles (terres végétales et couches argileuses) ;
- L'extraction de la marne calcaire correspondant à des formations argileuses et/ou calcaires.
- L'extraction du « bloc » calcaire, relativement homogène, qui est entièrement destiné à la cimenterie.

Le remblayage de la carrière est réalisé au fur et à mesure de l'exploitation à l'aide de matériaux extraits.

Toutes les couches **en dehors des 4 suscitées utilisés pour la cimenterie**, sont soit utilisées pour le réaménagement (remblayage) de la carrière (couches « D2 », « D4 » à « D9 »), soit valorisées sous forme de granulats (c'est notamment le cas de la couche appelée « crassin » utilisée pour la fabrication de granulats routiers). La couche « Chelly » qui est la plus profonde de la carrière, est non exploitée.

Une grande quantité des couches de matériaux non utilisés reste sur place comme des **stériles**, par conséquent l'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu, à ce jour de remblayage avec des matériaux extérieurs à la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

[...]

L'arrêté d'autorisation [...] prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

L'arrêté préfectoral n°96-AG/2-580 du 28 octobre 1996 modifié relatif à l'exploitation de la carrière n'a pas prévu de surveillance des eaux souterraines au droit de la carrière.

Cependant, l'exploitant a déjà deux piézomètres (PZ1 et PZ2) installés en 2013 et suivis volontairement dans le cadre de son réseau de surveillance semestriel des eaux souterraines au titre de la cimenterie.

Les rapports de surveillance n° RC45995 du 15/04/2024 , n° RC46943 du 17/10/2024, n° RC48754 du 16/05/2025 et n° RC50153 du 6 novembre 2025 font état de la surveillance des eaux

souterrains pour les années 2024 et 2025 pour ces deux piézomètres.

Dans le cadre de la demande d'autorisation d'extension de la carrière actuellement en cours d'instruction, une mesure de la qualité de l'eau au niveau de 2 piézomètres supplémentaires (déjà installés en 2017) a été proposée par l'exploitant.

Sans observation.

Type de suites proposées : Sans suite